



Conseil économique et social

Distr. générale
2 mars 2001
Français
Original: anglais

**Commission du développement durable
constituée en comité préparatoire
du Sommet mondial sur le développement durable**
Session d'organisation
30 avril-2 mai 2001

Modification des modes de consommation*

Rapport du Secrétaire général

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
Introduction	1-2	2
I. Tendances en matière de consommation	3-9	2
II. Incidences sur les pays en développement des modifications des modes de consommation dans les pays développés	10-12	3
III. Mondialisation et consommation durable	13-16	4
IV. Questions à étudier de plus près	17-18	5

* Le présent rapport a été établi par le Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, organe chargé de la coordination pour le chapitre 4 d'Action 21, en collaboration avec d'autres organismes des Nations Unies et organisations internationales. Il s'agit d'un bref aperçu factuel destiné à informer la Commission du développement durable sur les faits nouveaux intervenus dans ce domaine.

Introduction

1. Dans le programme Action 21¹, il est fait observer que la cause principale de la dégradation continue de l'environnement mondial est un schéma de consommation et de production non viable, notamment dans les pays industrialisés. Il note en outre que si la consommation est très forte dans certaines régions du monde, les besoins essentiels d'une grande partie de l'humanité ne sont pas satisfaits. La modification des modes de consommation en vue d'une consommation durable exigera de mettre en place une stratégie à plusieurs objectifs, axée sur la satisfaction des besoins essentiels et l'amélioration de la qualité de la vie, tout en réorientant la demande des consommateurs vers des biens et services produits de façon durable.

2. La modification des modes de consommation constitue donc une question de portée très large. Le présent rapport met l'accent sur les grands schémas d'organisation de la demande des consommateurs et leurs relations avec le développement durable, ainsi que sur les efforts déployés pour modifier ces modes en vue d'assurer la durabilité.

I. Tendances en matière de consommation

3. Le monde se trouve maintenant en plein processus multidimensionnel de mondialisation. Les individus, les biens, les services, l'information et l'argent circulent à travers le monde beaucoup plus et beaucoup plus rapidement. Le commerce mondial de biens et services a augmenté de 60 % au cours de la dernière décennie et atteint presque 6,7 trillions de dollars des États-Unis en 1998, alors que l'investissement étranger direct (IED) a plus que quadruplé pour passer à 865 milliards de dollars². Le produit intérieur brut (PIB) réel ayant augmenté de 2,9 % par an et la population, de 1,4 %, la consommation par habitant s'est accrue.

4. Un examen plus attentif des tendances économiques montre cependant de grandes disparités tant entre les régions qu'à l'intérieur de chacune d'elles. Comme il est noté dans le *Rapport mondial sur le développement humain (1998)*³, les 20 % d'êtres humains vivant dans les pays les plus riches se partagent 86 % de la consommation privée totale, contre une part infime – 1,3 % – pour les 20 % vivant dans les pays les plus

pauvres. Dans les pays industrialisés, la consommation par habitant augmente de manière régulière (à un rythme d'environ 2,3 % par an depuis 25 ans); elle augmente très rapidement en Asie de l'Est (environ 6,1 % par an) et elle s'accélère en Asie du Sud (environ 2,0 %). D'un autre côté, la consommation d'un ménage africain moyen est en recul de 20 % par rapport à ce qu'elle était il y a 25 ans. Le fait que la consommation de la couche la plus pauvre de la population mondiale laisse à désirer suscite de graves inquiétudes pour le développement durable; cette question est d'ailleurs examinée plus en détail dans le rapport du Secrétaire général sur la lutte contre la pauvreté.

5. Une utilisation plus efficace de l'énergie constitue un élément déterminant d'une consommation viable. En 1997, la consommation moyenne d'énergie commerciale par habitant dans le monde était de 1,692 kg d'équivalent-pétrole (kép)⁴. Les habitants des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques continuent à consommer beaucoup plus d'énergie que ceux des pays en développement, en moyenne 6,400 kép par habitant en 1999, soit 10 fois la consommation des régions en développement qui est d'environ 620 kép par habitant⁵. En Amérique du Nord, la consommation annuelle d'essence par les automobiles était de 1,637 litre par personne en 1997, contre 427 litres par habitant en Europe occidentale, 50 litres en Asie (à l'exclusion de l'Asie de l'Ouest) et seulement 31 litres en Afrique subsaharienne. La consommation énergétique par habitant dans l'ensemble du monde n'a pas changé de façon significative au cours de la période 1990-1997. La forte croissance en Asie de l'Est et dans le Pacifique et celle modérée en Asie de l'Ouest, en Asie du Sud et en Afrique septentrionale ont été contrebalancées par une baisse importante en Europe centrale et orientale. Au cours de cette période, la consommation d'énergie par habitant dans les pays industrialisés a connu une croissance annuelle modérée compte tenu des niveaux déjà élevés atteints par ces pays⁶. Pour une grande partie des pays en développement, le bois de feu et le charbon de bois demeurent les principales sources d'énergie, alors que l'utilisation industrielle de la bioénergie est en croissance dans certains pays développés, dont l'Autriche, la Finlande, la France, l'Italie et la Suède⁷.

6. En ce qui concerne les ressources naturelles, au cours du dernier siècle et généralement du fait du développement agricole visant à répondre à la demande croissante de produits alimentaires et agricoles autres,

environ la moitié des zones humides du monde ont été perdues et, dans certaines régions, les pâturages ont été réduits de plus de 90 %⁸. Les régions forestières du monde ont diminué, passant de 11,4 kilomètres carrés (km²) par habitant en 1970 à seulement 7,3 km² actuellement⁹. En outre, pour répondre à la demande croissante de poissons et de produits dérivés, près de 70 % des réserves halieutiques mondiales des principales espèces sont surexploitées ou font l'objet d'une pêche qui atteint les limites biologiques. La dégradation des sols a frappé les deux tiers des terres agricoles du monde du fait de l'intensification de l'exploitation agricole, afin de répondre à l'augmentation de la demande de produits alimentaires et, notamment, celle marquée de la demande de viande et de produits laitiers. Près de 60 % des grands fleuves du monde sont coupés par des barrages ou autres systèmes de détournement destinés à répondre à la demande croissante en eau, surtout pour l'agriculture. Le résultat du développement non viable et de la dégradation des écosystèmes d'eau douce est que 20 % des espèces d'eau douce du monde ont disparu ou sont menacées.

7. En ce qui concerne le flux des matières premières, les pays d'économie industrielle font maintenant preuve de plus d'efficacité dans l'utilisation de ces matières, mais la production de déchets a globalement continué de croître¹⁰. Une étude de cinq pays industrialisés portant sur la période de 1975-1996 a montré que, même si la consommation de ressources par habitant et par unité de base du PIB a baissé, la consommation globale de ressources et les rejets de déchets dans l'environnement ont continué à augmenter du fait de la croissance économique et de l'accroissement de la population. Dans les pays d'économie industrielle, entre la moitié et les trois quarts des apports annuels en ressources sont rejetés dans l'environnement sous forme de déchets. Les améliorations visant à une utilisation plus efficace des ressources et une réduction des déchets ont été entravées par l'utilisation persistante de techniques désuètes et par des modes de vie de consommateurs privilégiant le mobile, le commode et le jetable.

8. Dans les efforts faits en vue de modifier les modes de consommation, divers moyens ont été employés, notamment les normes de procédés, les normes de produits, les écotaxes, la réduction des subventions nuisibles à l'environnement, l'information des consommateurs, l'écoétiquetage, etc. Tout récemment, on a tenté de regrouper ces mesures dans des politiques intégrées

recouvrant toutes les phases du cycle de vie du produit, notamment la conception, la production, la consommation et l'élimination. Cette approche résulte du constat qu'il est souvent plus efficace de remédier aux conséquences que les produits ont sur l'environnement au stade de la consommation et de l'élimination en intervenant au stade de la conception. Cette approche reconnaît aussi que, compte tenu des problèmes économiques, environnementaux et sociaux, la production et la consommation durables nécessitent la coopération d'une diversité d'intervenants à tous les stades de la production et de la consommation du produit.

9. En général, malgré des améliorations en matière d'efficacité, les pressions sur l'environnement continuent à augmenter en raison de la croissance continue du volume de biens et de services consommés et abandonnés, consécutive elle-même à l'augmentation du revenu et de la demande des consommateurs. Pour réduire les pressions sur l'environnement découlant de la consommation, il faudra adopter un cadre d'action plus large qui tienne compte de l'ampleur des pressions résultant des modes de consommation actuels, tout en encourageant une amélioration de l'efficacité¹¹.

II. Incidences sur les pays en développement des modifications des modes de consommation dans les pays développés

10. Étant donné la sensibilisation de plus en plus grande des consommateurs et leur souci d'un développement durable, notamment en matière de santé, de développement social et d'état de l'environnement, surtout dans les pays développés, les efforts faits en vue de changer les modes de consommation se sont multipliés. Depuis les années 80, dans les pays de l'OCDE, le marché des produits écologiques s'est développé, même si certaines constatations empiriques récentes indiquent que les préférences exprimées par les consommateurs ne se concrétisent pas par des achats¹². Les associations de consommateurs et d'autres organisations non gouvernementales tiennent de plus en plus compte des questions environnementales et sociales dans les efforts qu'elles font pour aider les consommateurs à effectuer des choix éclairés. Dans les pays développés, les consommateurs des classes moyenne et supérieure, notamment les jeunes, ont des modes de consommation semblables et font preuve

d'une conscience de plus en plus grande des conséquences de leurs choix de consommation¹³.

11. La préférence, réelle ou éventuelle, des consommateurs des pays développés comme des pays en développement pour des produits fabriqués selon des méthodes viables ainsi que la croissance des marchés de certains produits représente à la fois des défis et des possibilités pour les pays en développement. L'obtention de l'agrément pour l'écoétiquetage et les normes environnementales et sociales posent des difficultés. Toutefois, beaucoup de producteurs des pays en développement ont vu dans cette évolution une chance d'explorer de nouveaux marchés à l'exportation. Par exemple, la croissance rapide de l'intérêt pour les produits biologique et l'acceptation du prix de ces produits ont incité les producteurs des pays en développement et des pays développés à adopter des pratiques agricoles biologiques. Le mouvement en faveur d'un « commerce équitable », qui garantit aux consommateurs des pays développés que les produits en provenance de pays en développement qu'ils achètent ont été fabriqués dans de bonnes conditions sociales, a fait de plus en plus siennes les préoccupations environnementales.

12. La pression des consommateurs et du public pour une production viable amène un nombre de plus en plus grand de sociétés multinationales à appliquer au plan mondial des normes uniformes à toutes leurs opérations et à celles de leurs fournisseurs. Ces pressions à tous les niveaux de l'offre conduisent les entreprises des pays en développement qui produisent pour les marchés à l'exportation à adopter des méthodes de production plus propres et assurer de meilleures conditions de travail. Afin d'assurer des approvisionnements suffisants pour répondre à la demande croissante de produits fabriqués selon des méthodes viables, les sociétés multinationales aident souvent leurs filiales et leurs fournisseurs de pays en développement à satisfaire aux normes des marchés des pays développés. Un nombre croissant de sociétés des pays en développement obtiennent la certification ISO 14000 correspondant à des normes de gestion respectueuse de l'environnement établies par l'Organisation internationale de normalisation (ISO), afin de répondre à l'évolution de la demande des consommateurs sur les marchés des pays développés. En outre, la participation croissante des intéressés a incité les entreprises à adopter des politiques de responsabilité sociale et à présenter des rapports sur les questions environnementales et sociales.

L'Initiative mondiale sur les rapports de performance représente un effort international des intéressés en vue de constituer un cadre d'action commun pour rendre compte de façon volontaire des aspects économiques, environnementaux et sociaux des activités, produits et services au niveau de l'entreprise¹⁴.

III. Mondialisation et consommation durable

13. La mondialisation constitue un élément moteur important dans la modification des modes de consommation et de production du monde actuel. Grâce à elle, les consommateurs ont maintenant un plus grand choix de biens et de services. L'augmentation des transactions commerciales, de l'IDE et des transferts de technologies entraîne une diffusion mondiale de méthodes de production plus propres qui permettent de conserver les ressources et d'atténuer les impacts sur l'environnement. Toutefois, la mondialisation présente aussi certains risques pour l'environnement du fait encore une fois de l'augmentation de la consommation des ressources naturelles et la production de déchets. La progression des transports de marchandises et des voyages a entraîné une augmentation des émissions de dioxyde de carbone (CO₂). Il se peut aussi que la mondialisation entraîne la propagation de modes de vie incompatibles avec un développement durable. Les politiques et les modes de production actuels ne permettent pas de faire face aux pressions de plus en plus grandes exercées sur l'environnement par une production et une consommation accrues. On craint aussi que la concurrence mondiale ne sape les politiques sociales et environnementales, même si cette question est très discutée.

14. Dans certains cas, la mondialisation amplifie les conséquences de la faiblesse de certaines politiques environnementales. Par exemple, la demande sur les marchés mondiaux de produits alimentaires et agricoles autres peut pousser à une utilisation excessive de produits agrochimiques, occasionnant par là une dégradation des sols ou encourager une forme de pêche déraisonnable faute d'un système adéquat de gestion des captures¹⁵. La forte demande et les prix élevés sur les marchés mondiaux peuvent conduire à accroître l'incitation à une exploitation non viable des forêts tropicales. En outre, les espèces allogènes envahissantes introduites à l'occasion du transport de marchandises peuvent causer des dommages importants aux éco-

systèmes, comme ce fut le cas de la moule zébrée dans les Grands Lacs d'Amérique du Nord.

15. Les technologies de l'information ont provoqué une accélération des transports de marchandises, de personnes et de données à travers le monde et ont permis d'accroître la variété des services accessibles au consommateur du monde entier. Le commerce électronique via Internet connaît une croissance rapide, qu'il s'agisse des ventes au détail ou des transactions interentreprises. L'ensemble des transactions commerciales électronique a été estimé pour 1999 à 127 milliards de dollars des États-Unis et l'on prévoyait que, seulement aux États-Unis, elles devraient atteindre 1,4 trillion de dollars en 2003¹⁶. Même si les technologies de l'information offrent la possibilité de réduire la consommation de matières premières, il n'existe aucune preuve empirique d'un tel effet jusqu'à présent, la raison principale étant que les habitudes des consommateurs n'ont pas changé. Par exemple, le courrier électronique et les services améliorés de communication n'ont pas eu pour résultat de faire diminuer le volume de courrier traditionnel, ni le nombre de voyages; on a au contraire constaté une progression rapide et continue de la demande de services de transport, et des répercussions environnementales qui en résultent. Dans certains cas, l'amélioration des technologies a même fait croître la consommation d'énergie et de produits. On prévoit que la consommation mondiale de papier augmentera d'environ 50 % d'ici à 2010, et ce en grande partie dans les pays en développement, en raison à la fois des progrès de l'alphabétisation et du développement de l'utilisation des technologies de l'information et des communications¹⁷.

16. Le réseau Internet a aussi permis de faciliter énormément la mise en relation, l'échange d'informations et la coordination des activités des organisations non gouvernementales s'intéressant au développement durable, notamment les associations de consommateurs et les organisations de défense de l'environnement. Ces nouvelles possibilités ont contribué à l'interventionnisme accru des organisations non gouvernementales auprès des entreprises, des gouvernements et des organisations intergouvernementales sur les questions concernant la mondialisation, la protection de l'environnement, la pauvreté, l'allègement de la dette et d'autres problèmes intéressant le développement.

IV. Questions à étudier de plus près

17. Certes la productivité des ressources par habitant et par unité de PIB augmente, mais la consommation globale de ces ressources et la production de déchets continuent elles aussi à croître car l'augmentation de la consommation et de la production est plus rapide que les améliorations apportées à l'écorendement et l'évolution des modes de consommation. Il faudra donc adopter un cadre politique plus large qui permette de faire face aux fortes pressions liées aux schémas actuels, tout en facilitant une amélioration de l'efficacité et en favorisant une progression du niveau de vie, notamment dans les pays en développement.

18. La mondialisation et les nouvelles technologies de l'information et de la communication offrent la possibilité de passer à des modes de consommation et de production durables, mais cela ne se fera pas automatiquement. Il faudra élaborer des politiques et des programmes pour faire en sorte que les nouvelles technologies contribuent à changer les modes de consommation et de production de façon à améliorer le niveau de vie tout en réduisant la consommation des ressources et les dommages causés à l'environnement.

Notes

¹ *Rapport de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, Rio de Janeiro, 3-14 juin 1992* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.93.I.8 et rectificatifs), vol. I : *Résolutions adoptées par la Conférence, résolution 1, annexe II*.

² Banque mondiale, *World Development Indicators, 2000* (Washington, DC, 2000), tableaux 4.5 et 4.7; et CNUCED, *Rapport sur l'investissement dans le monde, 2000; Les fusions et acquisitions internationales et le développement – Vue d'ensemble* (New York et Genève, 2000).

³ PNUD, *Rapport mondial sur le développement humain, 1998 – Vue d'ensemble* (Paris, Economica, 1998), p. 2.

⁴ Banque mondiale, *Rapport sur le développement dans le monde, 2000/2001 : combattre la pauvreté* (Paris, éd. ESKA, 2001), tableau 10 de Selected World Development Indicators.

⁵ Rapport du Secrétaire général intitulé « Énergie et développement durable : options et stratégies en vue des mesures à prendre concernant les principaux enjeux » (E/CN.17/ESD/2001/2).

- ⁶ Banque mondiale, *Rapport sur le développement dans le monde, 2000/2001 : combattre la pauvreté* (Paris, éd. Eska, 2001), tableau 10 de Selected World Development Indicators.
- ⁷ Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, « Wood energy situation and trends », communication à la Conférence mondiale de l'énergie, 1998.
- ⁸ Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), Banque mondiale et World Resources Institute, *World Resources 2000-2001 : People and Ecosystems: The Fraying Web of Life* (Oxford, Elsevier, 2000).
- ⁹ PNUE, *Global Environment Outlook 2000* (New York, 1999).
- ¹⁰ E. Mathews et d'autres, *The Weight of Nations: Material Outflows from Industrial Economies* (Washington, DC, World Resources Institute, 2000).
- ¹¹ « Mode de consommation », dans *Perspectives de l'environnement de l'OCDE* (Paris, OCDE, à paraître en 2001).
- ¹² Elaine Geyer-Allely et Adriana Zacarias-Farah, « Information and consumer decision-making: background paper for the OECD workshop on information and consumer decision-making for sustainable consumption », OCDE, Direction de l'environnement à paraître (en 2001).
- ¹³ PNUE, Division de la technologie, de l'industrie et de l'économie (DTIE), Étude mondiale sur les classes de consommateurs, « In international study on consumer trends and expectations », *Industry and Environment*, numéro d'octobre-décembre 2000, PNUE et Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), « Is the future yours, » projet de recherche, (Paris, janvier 2001).
- ¹⁴ Initiative mondiale sur les rapports de performance, *Sustainability Reporting Guidelines on Economic, Environmental and Social Performance* (2000).
- ¹⁵ Hakan Nordstrom et Scott Vaughan, *Trade and Environment*, Special Studies 4 (Genève, Organisation mondiale du commerce, 1999).
- ¹⁶ « Booming, economies, silencing environments and the paths to our future: background note by the Commission for Environmental Cooperation on Critical and Emerging Environmental Trends ». Note du Secrétariat, Commission nord-américaine de la coopération environnementale, 2000.
- ¹⁷ PNUE/DTIE, « Consumption facts and figures », *Industry and Environment*, vol. 22, No 4, (1999).